

Personnellement, je trouve cela dégoûtant. Je prédis, et d'autres gens en Saskatchewan le prédisent aussi, qu'aux prochaines élections, pas un seul député libéral ne sera réélu rien qu'à cause de ce coup porté aux fermiers et aussi à cause de l'abandon de lignes de chemins de fer.

Le député de Malpèque, autre député libéral qui a voté en faveur de l'abolition de la subvention du Nid-du-corbeau, est maintenant président d'un sous-comité de l'agriculture qui va parcourir le pays en compagnie d'autres députés réformistes et libéraux pour recueillir les réactions des agriculteurs et voir quels seront les effets de l'élimination de la subvention du Nid-du-corbeau. Nous pouvons leur dire quels en seront les effets, mais demander au député de Malpèque et à ses collègues libéraux de parcourir le pays et d'écouter les revendications des agriculteurs, c'est comme si on introduisait un loup dans la bergerie. Ces députés libéraux et réformistes vont demander aux agriculteurs: «Nous voulons savoir quelles seront les conséquences. Dites-le nous, s'il vous plaît. Nous en avons déjà voté l'élimination, mais nous allons quand même essayer d'écouter ce que vous avez à dire.» C'est de la foutaise. C'est de l'amaque.

Le député libéral de Saint-Boniface, qui participe à ce débat de son fauteuil, ne comprend pas de quoi il s'agit car sa circonscription n'a rien de rural. Si tel était le cas, il risquerait de perdre son siège.

Le député de Dundurn peut-il expliquer en quoi l'élimination de la subvention du Nid-du-corbeau et l'abandon massif de lignes ferroviaires feront augmenter les exportations alors qu'en fait on ne produira plus autant de céréales que maintenant pour l'exportation? Les agriculteurs vont faire faillite en grand nombre et ils seront de moins en moins nombreux à cultiver la terre dans l'ouest du Canada. Comment peut-il justifier cela?

• (1630)

M. Bodnar: Madame la Présidente, le député parle de la faillite des agriculteurs. En Saskatchewan, si des agriculteurs devaient faire faillite, ce serait à cause des politiques néo-démocrates de la province, et non à cause des politiques libérales du gouvernement fédéral.

N'oublions pas que certaines des politiques du gouvernement de la Saskatchewan, que le député appuie parce qu'elles sont censées être extraordinaires, sont celles d'un gouvernement néo-démocrate. C'est ce même gouvernement néo-démocrate qui refuse d'abaisser la taxe de vente provinciale, ce qui a fait fuir les entreprises vers d'autres provinces. C'est honteux que ce même gouvernement ait refusé de réduire la taxe sur le carburant des avions aussi longtemps qu'il a pu le faire, ce qui nous a aussi fait perdre des emplois. Si le gouvernement néo-démocrate de Saskatchewan a agi ainsi, c'est parce qu'il ne voulait pas voir diminuer ses paiements de péréquation du gouvernement fédéral.

Le gouvernement néo-démocrate de la Saskatchewan se comporte en société parasite du gouvernement fédéral. Voilà ce qu'il fait. Chaque fois que nous avons créé des emplois en Saskatchewan, dans le cadre de son programme d'infrastructure, entre autres, le gouvernement de la province n'a eu aucun scrupule à les détruire.

Les crédits

Je ne crois pas que le député soit bien placé pour dénoncer l'état de désolation dans lequel se trouve actuellement l'industrie agricole de la Saskatchewan. En fait, certains secteurs s'améliorent, comme l'élevage de porcs et de bovins. L'ensemble de l'industrie bénéficiera de ces changements plutôt que d'en souffrir, comme le député le laisse entendre.

[Français]

M. Mark Assad (Gatineau—La Lièvre, Lib.): Madame la Présidente, en écoutant mon collègue de Saskatoon—Dundurn et les questions posées par l'honorable député de Regina—Lumsden, cela démontre le conflit qui existe dans le domaine de l'agriculture et la nécessité d'apporter des réformes.

La question des changements ou les réductions budgétaires annoncées récemment par le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire du Canada ne nous laissent évidemment pas indifférents. Il faut dire que l'opposition, dans sa motion, dénonce les compressions budgétaires qui ont été faites récemment par le ministre des Finances comme étant injustes pour certains producteurs canadiens. On voit par là que ce sont des personnes de bonne foi mais qui, j'en suis sûr, ont été induites en erreur.

Il arrive parfois que nos collègues d'en face ne réalisent pas la crise qui existe au pays quand on voit le déficit accumulé depuis les derniers 15 ou 20 ans. On voit que notre déficit absorbe 73 p. 100 de notre produit intérieur brut. On ne peut plus négliger des choses pareilles. Peu importe les difficultés auxquelles on pourrait avoir à faire face dans l'avenir, il y a des choses qu'il faut régler, c'est la question des dépenses publiques et d'établir une administration saine qui touche l'ensemble, sans exception, de tous les Canadiens.

On a demandé au ministère de l'Agriculture de réduire ses dépenses de 19 p. 100. Il y a d'autres ministères qui ont été obligés de faire des sacrifices et le ministère de l'Agriculture a répondu au défi auquel nous faisons face et il a trouvé une façon pour que l'on avale notre pilule le mieux possible, c'est-à-dire d'avoir une réduction équitable pour tous les agriculteurs au Canada.

Le programme d'aide au transport des céréales fourragères verse des paiements aux éleveurs des régions déficitaires en aliments du bétail afin de réduire le coût de ces aliments et de permettre ainsi aux éleveurs de soutenir la concurrence. Une aide financière est consentie aux producteurs de presque toutes les régions, des provinces de l'Atlantique au Yukon en passant par certaines parties de l'est du Québec, le nord de l'Ontario et la Colombie-Britannique. Ce sont les faits.

• (1635)

Une subvention dont dépendent les producteurs de la plupart des provinces canadiennes, y compris ceux du Québec, est en voie de disparaître, mais il y a plus. Le gouvernement reconnaît que la décision n'est peut-être pas populaire. Il sait également qu'il ne peut pas et ne doit pas demander aux producteurs de changer radicalement leur façon de faire du jour au lendemain.

Contrairement à ce que certains peuvent penser, le gouvernement est prêt à écouter. Au cours de nos consultations postbudgétaires, nous avons appris que la date prévue au départ pour l'abolition du PATCF, qui est le Programme d'aide au transport